

Lettre ouverte à Monsieur Rachid BOUCHAREB, réalisateur du film *Hors la loi*, sélection officielle du 63<sup>ème</sup> festival de Cannes

## LE POMPIER PYROMANE...

Dans le communiqué que vous avez adressé à l'AFP depuis Los Angeles, vous appelez au calme après les passions déclenchées par votre film *Hors la loi* et, dans un souci d'apaisement, vous rappelez 2 choses : « *Hors la loi* est un film de fiction, une saga qui raconte l'histoire de 3 frères algériens depuis les années 30 jusqu'à l'indépendance de l'Algérie en 1962 et, en vous défendant de vouloir faire une œuvre d'historien, il vous paraît normal que certains puissent être en désaccord avec votre film ».

Désaccord est un bien faible mot pour exprimer ce qui nous oppose à la façon dont vous évoquez outrageusement les événements dramatiques du 8 mai 1945 à Sétif et tous ceux qui se sont déroulés en France et en Algérie jusqu'à l'indépendance en 1962.

Vous tentez à présent d'éteindre le feu que vous avez allumé avec l'interview accordée au journal *El Watan* le 21 juin 2009. Vous expliquez avec force détails « vouloir rétablir avec votre film une vérité historique jusque là confinée dans les coffres » (coffres français cela va de soi). Vous dites « on va tout déballer à travers ce film », vous annoncez que « ce long métrage de 2h30mn consacra 25mn aux événements du 8 mai 1945 à Sétif et à Kerrata pour mettre la lumière sur une partie (pourquoi une partie ?) de ces événements sanglants et leur donner une dimension universelle » (sic). Vous oubliez effectivement les villages de Amouchas, Perégotville, Sillègue, La Fayette, Chevreuil...

Vous n'ignorez pas que l'insurrection du 8 mai est un djihad avec sa violence et son fanatisme. Partout on a entendu les cris "N'Katlou ennesara". Vous n'ignorez sûrement pas que cela veut dire « Tuons les Chrétiens . . »

Ces déclarations nous avaient suffisamment mis en alerte pour que nous nous inquiétions du scénario car, déjà votre film *Indigènes*, du point de vue historique et réalité des faits, souffrait de grosses lacunes ou d'omissions volontaires. C'est pour cela que nous dénonçons, avec les historiens qui se sont attachés à en faire l'analyse, toutes les erreurs graves qui ont été relevées dans la relation et la présentation des faits contenus dans votre film *Hors la loi*. On ne peut pas prétendre rétablir une vérité en prenant pour base des faits qui n'ont pas eu lieu ou en les déformant. Quand la vérité est à ce point falsifiée et détournée, il ne s'agit plus de liberté artistique mais de désinformation politique et/ou de propagande idéologique.

Nous nous posons la question de savoir pourquoi l'Algérie se fait représenter par « *Hors la loi* » alors qu'elle a interdit d'autres films traitant du même sujet, mais en contradiction avec l'histoire officielle de l'Algérie ?